

Plan de relance et investissement pour l'EPS

La rentrée 2020 aurait pu supporter n'importe quel qualificatif, mais certainement pas celui de « normale ». Si les discours et les annonces, souvent contradictoires et purement médiatiques, du président de la République, du ministre de l'Éducation nationale et des membres de l'ensemble du gouvernement ont autant insisté sur ce point, c'est qu'il fallait à tout prix vider ce mot de son sens. Après des mois d'isolement d'abord, de précautions ensuite, la rentrée des classes 2020 revêtait un caractère inédit, exceptionnel.

L'École redevient obligatoire pour tous, partout, après une période trouble d'hésitations gouvernementales et avec la volonté de se saisir de la crise comme d'un écran de fumée, notamment pour mettre en place le dispositif 2S2C, « avenir de l'École » selon JM Blanquer.

Nous nous réjouissons de l'affirmation d'une École obligatoire pour tous, partout. Mais force est de constater que la réduction des inégalités scolaires et sociales, exacerbées pendant la crise, ne fait pas partie des boussoles qui guident les décisions du gouvernement.

Soulignons d'abord l'impréparation de la rentrée. Alors que le SNEP et les autres syndicats de la FSU interpellent depuis plusieurs mois le gouvernement pour engager une concertation quant aux conditions de reprise sous protocole sanitaire, ce dernier n'apparaîtra, sous la pression, qu'à quelques jours de la rentrée des classes. La publication d'un protocole spécifique pour l'EPS, qui n'aurait pas vu le jour sans les relances incessantes du SNEP FSU, est une avancée. Il permet à l'EPS de retrouver toute légitimité. Ce texte de cadrage souffre néanmoins de formulations qui peuvent prêter à interprétation, notamment sur la possibilité de pratiquer les sports collectifs ou sur l'obligation faite aux enseignants de porter le masque en permanence. Il souffre également du décalage avec le terrain et la réalité des classes à plus de 30 élèves. Si nous considérons l'existence du texte en lui-même comme un acquis de

l'activité syndicale du SNEP FSU, des ajustements doivent y être apportés rapidement.

En dehors de l'aspect sanitaire, qui concentre légitimement l'attention des enseignants lors de cette rentrée, la question des moyens, de l'emploi est tout aussi préoccupante. De nombreuses heures d'EPS ne sont pas assurées lors de cette rentrée. Dans l'académie de Bordeaux, ce sont 214 heures non assurées lors de la première semaine : situation récurrente depuis 3 – 4 ans. La crise sanitaire n'est pas responsable de cet état de fait. Il faut davantage en regarder les causes du côté de la mise en application de la politique du ministère et de la poursuite de la mise en œuvre de la loi de transformation de la Fonction publique dont nous demandons l'abrogation, parce qu'elle donne la priorité à l'emploi de contractuels, aux heures supplémentaires, parce qu'elle supprime le paritarisme et les possibilités aux organisations syndicales de faire remonter les besoins.

Les suppressions de postes (cette année, 100 profs d'EPS en moins pour 22500 élèves de plus au niveau national), le développement de la contractualisation (dont les heures non assurées à la rentrée prouvent qu'elle ne répond nullement aux besoins sur le terrain) ont pour conséquence la mise en tension du service public d'éducation, même si nous réaffirmons notre soutien aux collègues contractuels et dénonçons la précarité entretenue par ce système.

Non, cette rentrée n'est pas « normale ». L'impréparation, le refus du dialogue social, l'austérité imposée à l'École publique sont les réponses ahurissantes d'un gouvernement à des millions d'élèves qui n'ont pas eu d'École pendant 6 mois. Alors que d'autres solutions sont possibles (l'Italie a recruté plus de 80000 enseignants, la province de Madrid plus de 11000, l'Irlande a créé plus de 1000 postes d'enseignants, pour une population de 5 millions d'habitants), JM Blanquer démontre en qualifiant cette rentrée de « normale » le peu de cas qu'il fait du sort des élèves, en particulier de ceux qui ont le plus besoin d'École. Pourtant, en EPS, recruter serait facile puisque les candidats ne manquent pas ! (670 postes pour 5366 inscrits au CAPEPS externe cette année...).

Cette situation dégrade les conditions d'apprentissage des élèves et entraîne déjà en ce début d'année de fortes mobilisations comme au collège Voltaire de Sarcelles dans le Val d'Oise, en grève pour dénoncer la hausse des effectifs.

Le SNEP FSU revendique un plan de recrutement de 1500 postes par an pendant 5 ans, ce qui permettrait de revenir au taux d'encadrement de 2007. Mais dans l'urgence, pour cette rentrée que nous qualifierons de « hors norme », le SNEP FSU demande le recrutement immédiat de 1000 profs d'EPS dès la rentrée. Il s'agit d'une mesure incontournable pour assurer les horaires obligatoires, les remplacements, mettre en place des effectifs réduits qui facilitent les apprentissages.

Nous appelons la profession à signaler dès maintenant et tout au long de l'année toutes les heures d'EPS non assurées afin de porter les besoins dans le prochain Budget loi de finances voté en novembre prochain à l'assemblée nationale et dans toutes les instances, du local (établissement) au national (ministère et parlement).

Fabrice ALLAIN

Nathalie LACUEY